

# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ 22 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
228

### ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 554

«Περὶ κυρώσεως τοῦ πρωτοκόλλου II, συνταχθέντος τὴν 9ην Νοεμβρίου 1973 παρὰ τῆς Διπλωματικῆς Διασκέψεως Βέρνης, «περὶ παρατάσεως τῆς διαρκείας ἰσχύος τῆς συμπληρωματικῆς εἰς τὴν CIV τοῦ 1961, Συμβάσεως σχετικῶς μετὰ τὴν εὐθύνην τοῦ σιδηροδρόμου διὰ θάνατον καὶ τραυματισμοὺς ἐπιβατῶν ὑπογραφείσης τὴν 26ην Φεβρουαρίου 1966 καὶ τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1973».

### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Α.Ν. 365/1968 «περὶ κυρώσεως τῶν ἀπὸ 25.2.1961 Διεθνῶν Συμβάσεων, τῶν ἀφροωσῶν τὰς διεθνεῖς διὰ τοῦ σιδηροδρόμου μεταφορὰς ἐμπορευμάτων (CIM), καὶ ἐπιβατῶν καὶ ἀποσκευῶν (CIV) καὶ τῶν σχετικῶν αὐταῖς προσθέτου Πρωτοκόλλου καὶ Τελικῆς Πράξεως».

2. Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Β.Δ/τος 867/1960 «περὶ Ὁργανισμοῦ τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Μεταφορῶν τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν».

3. Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 40 παρ. 4 τοῦ Ν.Δ. 175/1973, «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων», ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως.

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 419/1974 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Μεταφορῶν καὶ Ἑπικοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχύνομένου τὸ πρωτόκολλον II τὸ συνταχθὲν τὴν 9ην Νοεμβρίου 1973 παρὰ τῆς Διπλωματικῆς Διασκέψεως Βέρνης «περὶ παρατάσεως τῆς διαρκείας ἰσχύος τῆς Συμπληρωματικῆς εἰς τὴν CIV τοῦ 1961, Συμβάσεως σχετικῶς μετὰ τὴν εὐθύνην τοῦ σιδηροδρόμου διὰ θάνατον καὶ τραυματισμοὺς ἐπιβατῶν, ὑπογραφείσης τὴν 26ην Φεβρουαρίου 1966 καὶ τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1973».

2. Τὸ κείμενον τοῦ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον πρωτοκόλλου II ἐπιταῖ ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν :

### PROTOCOLE II

établi par la Conférence diplomatique réunie en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV) du 7 février 1970.

Concernant la prolongation de la durée de validité de la Convention additionnelle à la CIV de 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, signée le 26 février 1966 et entrée en vigueur le 1er janvier 1973.

À l'occasion de la Conférence diplomatique réunie à Berne du 5 au 9 novembre 1973 en vue de la mise en vigueur des Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer des marchandises (CIM) et des voyageurs et des bagages (CIV) du 7 février 1970.

Les Plénipotentiaires soussignés des États parties à la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, de 26 février 1966, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

considérant

— que, pour des raisons de pure forme, il a été prévu à l'article 27 de la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs, signée le 26 février 1966 et entrée en vigueur le 1er janvier 1973, qu'elle aurait la même durée que la CIV de 1961, et

— que, la dite Convention additionnelle n'étant pas encore en vigueur lors de la 7e Conférence de révision, ne pouvait donc être, à cette occasion, ni révisée ni intégrée dans la CIV de 1970;

reconnaissant

— que la dite Convention additionnelle doit rester en vigueur même après l'abrogation de la CIV de 1961 et l'entrée en vigueur de la CIV de 1970, et

— qu'une prolongation de la durée de validité de la dite Convention additionnelle ne s'oppose pas au mandat donné à l'Office central d'étudier la possibilité de réunir les textes de la CIV et de la Convention additionnelle à la CIV, afin de créer une réglementation complète et uniforme pour le transport des voyageurs par chemins de fer, analogue à la réglementation pour les autres modes de transport,

il est décidé

de prolonger la durée de validité de la Convention additionnelle du 26 février 1966 et de lui apporter en conséquence les modifications de rédaction suivantes :

1<sup>ο</sup> Le titre est modifié comme suit :

«Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures de voyageurs».

2<sup>ο</sup>) Le deuxième alinéa du préambule est modifié comme suit :

«ont résolu de compléter par une Convention additionnelle la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970»

3<sup>ο</sup>) L'article premier, x1, lettres a) et b) est modifié comme suit :

a) les voyageurs dont le transport est régi par la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970,

b) les convoyeurs des envois effectués conformément à la Convention internationale concernant le transport de marchandises par chemins de fer (CIM) du 7 février 1970».

4<sup>ο</sup>) L'article 2,x6, est modifié comme suit :

«x 6. le «chemin de fer responsable» au sens de la présente Convention est celui qui, d'après la liste des lignes CIV, exploite la ligne sur laquelle l'accident s'est produit. S'il y a, d'après la liste mentionnée, coexploitation par deux chemins de fer, chacun de ces chemins de fer est responsable».

5<sup>ο</sup>) L'article 20, x 1, premier alinéa, est modifié comme suit :

«x 1. Lorsque les jugements prononcés, en vertu des dispositions de la présente Convention, contradictoirement ou par défaut par le juge compétent sont devenus exécutoires d'après les lois appliquées par ce juge, ils deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans l'Etat intéressé. La révision du fond de l'affaire n'est pas admise».

6<sup>ο</sup>) L'article 22, x 1, est modifié comme suit :

«x 1. Sous réserve de la disposition du x 2, la présente Convention n'est pas applicable aux dommages survenus pendant le transport sur les lignes de services automobiles ou de navigation inscrites sur la liste des lignes CIV».

7<sup>ο</sup>) L'article 26, premier alinéa, est modifié comme suit :

«Si un Etat partie à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970, qui n'a pas signé la présente Convention, veut adhérer à celle-ci, il en informera le Gouvernement suisse, qui en donnera connaissance aux Etats contractants».

8<sup>ο</sup>) L'article 27 est modifié comme suit :

«La présente Convention a la même durée que la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (CIV) du 7 février 1970 ; elle peut être révisée suivant la procédure prévue par celle-ci et, éventuellement, lui être intégrée».

9<sup>ο</sup>) L'article 28, deuxième alinéa, est modifié comme suit :

«Au texte français sont joints un texte en langue allemande, un texte en langue anglaise, un texte en langue italienne et un texte en langue arabe, qui ont la valeur de traductions officielles».

Le présent Protocole demeure ouvert à la signature jusqu' au 31 janvier 1974.

Les Etats qui n'auront pas signé le présent Protocole avant cette date et les Etats qui participeront, avant l'entrée en vigueur de la CIV du 7 février 1970, à la Convention additionnelle du 23 février 1936 en application de son article 23 peuvent adhérer au présent Protocole par notification au Gouvernement suisse, qui en donnera connaissance aux Etats parties à la Convention additionnelle.

Le présent Protocole entre en vigueur à la même date que la Convention internationale CIV du 7 février 1970.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-après ont dressé et signé le présent Protocole.

FAIT à Berne, le neuf novembre mil-neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Parties.

Pour l'Algérie :

Pour l'Allemagne (République Fédérale D') :

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

Pour la Bulgarie :

Pour le Danemark :

Pour l'Espagne :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Grèce :

Pour la Hongrie :

Pour l'Irak :

Pour l'Iran :

Pour l'Irlande :

Pour l'Italie :

Pour le Liban :

Pour le Liechtenstein :

Pour le Luxembourg :

Pour le Maroc :

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour la Pologne :

Pour le Portugal :

Pour la République Démocratique Allemande :

Pour la Roumanie :

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'

Irlande du nord :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Syrie :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour la Tunisie :

Pour la Turquie :

Pour la Yougoslavie :

## ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΙΙ

Συνταχθέν παρά τῆς Διπλωματικῆς Διασκέψεως συνελθούσης ἐν ὄψει θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν διεθνῶν Συμβάσεων ἀφορωσῶν εἰς τὴν, διὰ σιδηροδρόμου, μεταφορὰν ἐμπορευμάτων (CIM) καὶ ἐπιβατῶν καὶ ἀποσκευῶν (CIV) τῆς 7 Φεβρουαρίου 1970.

Περὶ παρατάσεως τῆς διαρκείας ἰσχύος τῆς συμπληρωματικῆς εἰς τὴν CIV τοῦ 1961, Συμβάσεως σχετικῶς μὲ τὴν εὐθύνην τοῦ σιδηροδρόμου διὰ θάνατον καὶ τραυματισμοὺς ἐπιβατῶν, ὑπογραφείσης τὴν 26 Φεβρουαρίου 1966 καὶ τεθείσης ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1973.

Ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς Διπλωματικῆς Διασκέψεως συνελθούσης ἐν Βέρνην ἀπὸ 5 ἕως 9 Νοεμβρίου 1973 ἐν ὄψει θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν διεθνῶν Συμβάσεων ἀφορωσῶν εἰς τὴν, διὰ σιδηροδρόμου, μεταφορὰν ἐμπορευμάτων (CIM) καὶ ἐπιβατῶν

και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970, οι ύπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι τών Κρατών - μελών τής Συμπληρωματικής Συμβάσεως εις τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 25 Φεβρουαρίου 1961, σχετικώς με τήν εϋθύνην τού σιδηροδρόμου διά θάνατον και τραυματισμούς έπιβατών, τής 26 Φεβρουαρίου 1966, μετά τήν κοινοποίησιν τών νομιμοποιούντων τήν πληρεξουσιότητά των τίτλων, εύρεθέντων κατά τόν δέοντα τύπον, συνεφώνησαν επί των κάτωθι :

#### Θεωροϋντες

— ότι, διά λόγους καθαρώς τυπικούς, προεβλέφθη εις τό άρθρον 27 τής συμπληρωματικής συμβάσεως εις τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 25 Φεβρουαρίου 1961, σχετικώς με τήν εϋθύνην τού σιδηροδρόμου διά θάνατον και τραυματισμούς έπιβατών, ύπογραφείσης τήν 26 Φεβρουαρίου 1966 και τεθείσης έν ισχύϊ τήν 1ην Ιανουαρίου 1973, ότι αϋτη θά ειχε τήν αϋτήν διάρκειαν ώς ή CIV τού 1961, και

— ότι, ή έν συνόλω Συμπληρωματική Σύμβασις μή οϋσα εισέτι έν ισχύϊ κατά τήν 7ην Αναθεωρητικήν Διάσκεψιν, δέν ήδύνατο, συνεπώς, επί τή εύκαιρία ταύτη, οϋτε νά αναθεωρηθῆ οϋτε νά ένσωματωθῆ εις τήν CIV τού 1970,

#### άναγνωρίζοντες

— ότι ή έν λόγω Συμπληρωματική Σύμβασις δέον νά παραμείνη έν ισχύϊ όμοίως μετά τήν κατάργησιν τής CIV τού 1970, και

— ότι παράτασις τής διαρκείας ισχύος τής έν λόγω Συμπληρωματικής Συμβάσεως δέν αντίκειται πρός έντολήν δοθεϊσαν εις τό Κεντρικόν Γραφεϊόν νά μελετήσῃ τήν δυνατότητα ένοποιήσεως τών κειμένων τής CIV, ίνα καθιερωθῆ πλήρης και όμοιόμορφος ρύθμισις διά τήν μεταφοράν έπιβατών διά σιδηροδρόμου, αναλόγου πρός τήν ρύθμισιν διά τούς άλλους τρόπους μεταφοράς, άποφασίζεται, νά παραταθῆ ή διάρκεια ισχύος τής Συμπληρωματικής Συμβάσεως τής 26 Φεβρουαρίου 1966 και νά επέλθουν, συνεπώς, εις ταύτην αι άκόλουθοι μεταβολαι συντάξεως :

1ον) 'Ο τίτλος τροποποιεΐται ώς εξής :

«Συμπληρωματική Σύμβασις εις τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν διά, σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970, σχετικώς με τήν εϋθύνην τού σιδηροδρόμου διά θάνατον και τραυματισμούς έπιβατών».

2ον) Τό δεύτερον έδάφιον τού προοιμίου τροποποιεΐται ώς εξής :

«Απεφάσισαν νά συμπληρώσουν διά Συμπληρωματικής Συμβάσεως τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970».

3ον) Τό πρώτον άρθρον, παρ. 1 στοιχ. α) και β), τροποποιεΐται ώς εξής :

α. Οι έπιβάται των όποιων ή μεταφορά διέπεται ύπό τής διεθνούς Συμβάσεως άφορώσης εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970,

β. Οι συνοδοι άποστολών διενεργουμένων συμφώνως πρός τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έμπορευμάτων (CIM) τής 7 Φεβρουαρίου 1970».

4ον) Τό άρθρον 2, παράγρ. 6, τροποποιεΐται ώς εξής :

«παρ. 6. 'Ο αϋπεύθυνος σιδηροδρομος» έν τῆ έννοιᾳ τής παρούσης Συμβάσεως είναι εκείνος ό όποιός, κατά τόν πίνακα γραμμών CIV, έμμεταλλεύεται τήν γραμμήν έφ' ής έπισυνέβη τό άτύχημα. 'Εάν ύπάρχη, κατά τόν προειρημένον πίνακα, κοινή έμμετάλλευσις ύπό δύο σιδηροδρόμων, εκαστος τών σιδηροδρόμων τούτων είναι υπεύθυνος)

5ον) Τό άρθρον 20, παρ. 1, έδάφιον πρώτον, τροποποιεΐται ώς εξής :

«παρ. 1. 'Όταν αι, παρά τού άρμοδίου δικαστηρίου, άπαγγελθεΐσαι δικαστικαι άποφάσεις, δυνάμει τών διατάξεων τής παρούσης Συμβάσεως, κατ' αντιμωλίαν ή έρήμην τών διαδίκων καταστοϋν εκτελεσται κατά τούς, ύπό τού δικαστηρίου τούτου, εφαρμοσθέντας νόμους, καθίστανται αϋται εκτελεσται έρ' εκάστου τών έτέρων συμβεβλημένων Κρατών εϋθως μετά τήν εκτέλεσιν τών, έν τῷ έδιαφερομένω Κράτει, καθυρισμένων διατυπώσεων. 'Η κατ' οϋσίαν άναθεωρησις τής ύποθέσεως δέν είναι άποδεϊτή».

6ον) Τό άρθρον 22, παρ. 1, τροποποιεΐται ώς εξής :

«παρ. 1. 'Υπό τήν επιϋύλαξιν τής διατάξεως τής παρ. 2, ή παρούσα Σύμβασις δέν εφαρμόζεται διά ζημίας έπισυμβάσεως κατά τήν μεταφοράν επί των γραμμών αϋτοκινήτων ή ναυτιλιακών ύπηρεσιών έγγεγραμμένων έν τῷ πίνακι γραμμών CIV».

7ον) Τό άρθρον 26, έδάφιον πρώτον, τροποποιεΐται ώς εξής :

«'Εάν Κράτος συμμετέχον εις τήν διεθνή Σύμβασιν άφορώσαν εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970, τό όποιον δέν υπέγραψε τήν παρούσαν Σύμβασιν, επιθυμῆ νά προσχωρήσῃ εις ταύτην θά πληροφωρήσῃ πρὸς τούτο τήν 'Ελβετικήν Κυβέρνησιν ή όποια θά γνωστοποιήσῃ τούτο εις τά συμβεβλημένα Κράτη.»

8ον) Τό άρθρον 27 τροποποιεΐται ώς εξής :

«'Η παρούσα Σύμβασις έχει τήν αϋτήν διάρκειαν ώς ή διεθνής Σύμβασις άφορώσα εις τήν, διά σιδηροδρόμου, μεταφοράν έπιβατών και άποσκευών (CIV) τής 7 Φεβρουαρίου 1970 αϋτη δύναται νά αναθεωρηθῆ συμφώνως πρός τήν έν αϋτῇ προβλεπομένην διαδικασίαν και, ένδεχομένου, νά ένσωματωθῆ εις ταύτην.

9ον) Τό άρθρον 28, έδάφιον δεύτερον, τροποποιεΐται ώς εξής :

«Εις τό γαλλικόν κείμενον έπισυνάπτονται, κείμενον εις γερμανικήν γλώσσαν, κείμενον εις άγγλικήν γλώσσαν κείμενον εις ιταλικήν γλώσσαν, και κείμενον εις άραβικήν γλώσσαν, τό όποια έχουν ισχύν έπισήμου μεταφράσεως».

Τό παρόν Πρωτόκολλον παραμένει άνοικτόν πρὸς ύπογραφήν μέχρι 31 Ιανουαρίου 1974. Τά κράτη τά όποια δέν θά έγουν ύπογράψει τό παρόν Πρωτόκολλον πρὸ τής ήμερομηνίας ταύτης και τά κράτη τά όποια θά συμμετάσχουν, πρὸ τής θέσεως έν ισχύϊ τής CIV τής 7 Φεβρουαρίου 1970, εις τήν Συμπληρωματικήν Σύμβασιν τής 26 Φεβρουαρίου 1966 κατ' εφαρμογήν τού άρθρου 26 ταύτης δύναται νά προσχωρήσουν εις τό παρόν Πρωτόκολλον δι' ανακοινώσεως πρὸς τήν 'Ελβετικήν Κυβέρνησιν, ή όποια θά γνωστοποιήσῃ τούτο πρὸς τό Κράτη—μέλη εις τήν Συμπληρωματικήν Σύμβασιν.

Τό παρόν Πρωτόκολλον τίθεται έν ισχύϊ τήν αϋτήν ήμερομηνίαν ώς ή διεθνής Σύμβασις CIV τής 7 Φεβρουαρίου 1970.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΩΝ ΟΠΟΙΩΝ, οι κατωτέρω πληρεξούσιοι συνέταξαν και υπέγραψαν τό παρόν Πρωτόκολλον.

ΕΓΕΝΕΤΟ έν Βέρνη, τήν έννάτην Νοεμβρίου τού χιλιόστου έννεακοσιοστου έβδομηκοστου τρίτου έτους, εις έν μόνον άντίτυπον, τό όποιον θά παραμείνη κατατεθειμένον εις τά 'Αρχεία τής 'Ελβετικής 'Ομοσπονδίας και τού όποιου έν αϋθεντικόν άντίτυπον θά δοθῆ εις εκαστον τών μερών.

Διά τήν 'Αλγερίαν :

Διά τήν Γερμανίαν ('Ομοσπονδιακή Δημοκρατία) :

Διά τήν Αϋστρίαν :

Διά τό Βέλγιον :

Διά τήν Βουλγαρίαν :

Διά τήν Δανίαν :

Διά τήν 'Ισπανίαν :

Διά τήν Φινλανδίαν :

Διά τήν Γαλλιαν :

Διά τήν 'Ελλάδα :

Διά τήν Ούγγαρίαν :

Διά τὸ Ἰράκ :  
 Διά τὴν Ἰρλανδίαν :  
 Διά τὴν Ἰταλίαν :  
 Διά τὸν Λίβανον :  
 Διά τὸ Λιχτενστάιν :  
 Διά τὸ Λουξεμβούργον :  
 Διά τὸ Μαρρόκον :  
 Διά τὴν Νορβηγίαν :  
 Διά τὴν Ὁλλανδίαν :  
 Διά τὴν Πολωνίαν :  
 Διά τὴν Πορτογαλίαν :  
 Διά τὴν Γερμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :  
 Διά τὴν Ρουμανίαν :  
 Διά τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας  
 καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας :  
 Διά τὴν Σουηδίαν :  
 Διά τὴν Ἑλβετίαν :

Διά τὴν Συρίαν :  
 Διά τὴν Τσεχοσλοβακίαν :  
 Διά τὴν Τυνησίαν :  
 Διά τὴν Τουρκίαν :  
 Διά τὴν Γιουγκοσλαυίαν :

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν  
 Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ  
 παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Αὐγούστου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ**

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΜΥΛΩΝΑΣ**